



VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	SANTE.C.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	504350
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt	Q2 2026
Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate)	24
Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25.02.2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

¹() To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Entity presentation:

- Ein dynamischer Kollege mit juristischem Hintergrund und sehr guten Kenntnissen der Entwicklung der EU-Politik, der Verwaltungs- und Entscheidungsprozesse und der rechtlichen Verfahren in den EU-Organen sowie evidenzbasierter Arbeitsmethoden,
- Großes Interesse an technischen und wissenschaftlichen Fragen zeigen (als Vorteil),
- Gute Kommunikationsfähigkeiten, einschließlich ausgeprägter redaktioneller Fähigkeiten, sind von entscheidender Bedeutung.
- Gute Englischkenntnisse in Wort und Schrift sind unerlässlich.
- Erfahrung im Projektmanagement und im Umgang mit sozioökonomischen Aspekten sowie Erfahrung in der Bewertung der Einhaltung von EU-Rechtsvorschriften und EU-Verfahren sind von Vorteil;

Die Tätigkeit erfordert ein hohes Maß an Engagement, die Fähigkeit, sowohl unabhängig als auch im Team zu arbeiten, und eine gute Fähigkeit, mehrere Dossiers in einem politisch sensiblen Umfeld zu verwalten.

Job presentation:

We are offering an interesting position for a National Expert as Legal and Policy Officer in Unit C3. The job offers the possibility of working for better health for EU citizens and towards a tobacco-free society within a team of enthusiastic colleagues. It represents an opportunity to contribute to important deliverables under Europe's Beating Cancer Plan and the Mission Letter for Commissioner for Health and Animal Welfare.

Amongst other things, the candidate will

- Contribute to implementation and enforcement of the Tobacco Products Directive (2014/40/EU) and the Tobacco Advertising Directive (2003/33/EU), as well as being involved in other related areas of tobacco control;
- Draft, prepare and contribute to policy and legislative documents and various replies and take them through the inter-service and inter-institutional processes;
- Contribute to the evaluation and revision process of the EU tobacco-control acquis communautaire, as envisaged under Europe's Beating Cancer Plan;
- Participate and represent the Commission in meetings with stakeholders, including European Institutions and international organisations, and frequent contacts with Member States, other SANTE units and other services of the Commission;
- Contribute to the related programming and tendering processes under EU4Health as well as managing the studies financed under it;
- Contribute to the oversight of two data collection systems on tobacco products (Common EU Entry Gate on tobacco ingredients, track and trace system on tobacco products);
- Relate to other DGs on tobacco control related files.

The national expert will be supervised by the team leader and Head/Deputy Head of Unit, and they will not represent the Commission.

Jobholder profile:



- A dynamic colleague with legal background and with very good knowledge of EU policy development, administrative and decision-making processes and legal procedures at the EU institutions and evidence-based working methods,
 - Showing a keen interest in technical and scientific issues (as an asset),
 - Good skills in communication are essential, including strong drafting skills.
 - Fluency in English, both written and oral, is essential.
 - Experience in project management and dealing with socio-economic aspects will be an asset, as well as experience in compliance assessments of EU legislation and in EU procedures;
- The job requires a high level of commitment, ability to work independently as well as in a team and to a good capability to manage multiple files in a politically sensitive environment.



Présentation de l'entité:

La DG Santé et sécurité alimentaire (DG SANTE) vise à promouvoir des actions qui améliorent l'accès aux soins de santé, la sécurité alimentaire et la protection contre les épidémies et les maladies. Son objectif est de mettre en place et de maintenir les normes élevées de l'Europe en matière de santé animale et végétale, ainsi que les systèmes de santé les plus abordables, les plus accessibles et les plus de qualité pour répondre à ces attentes.

La direction C de la DG SANTE, « Numérique, EU4Health et modernisation des systèmes de santé », veille à la poursuite de la stratégie numérique de l'UE dans le domaine de la santé et, en particulier, de la création de l'espace européen des données de santé. La direction est responsable de la mise en œuvre du règlement sur l'évaluation des technologies de la santé et assiste également les États membres dans les efforts qu'ils déploient pour faire en sorte que leurs systèmes de santé soient à la pointe du progrès et que les technologies de la santé disponibles soient utilisées de la manière la plus efficiente et la plus efficace possible.

L'unité SANTE.C.3 «État de santé» développe une connaissance systématique et documentée des systèmes de santé des États membres et contribue aux rapports par pays du Semestre européen et aux recommandations par pays. En outre, l'unité élabore et suit les politiques et la législation de l'UE dans le domaine de la lutte antitabac. Il s'agit notamment de la réglementation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques, des restrictions en matière de publicité pour les produits du tabac et les produits connexes, de la législation sur les environnements sans fumée et sans aérosols et des aspects internationaux de la lutte antitabac;

Présentation du poste:

Nous proposons un poste intéressant d'expert national en tant que collaborateur juridique et politique au sein de l'unité C3. Ce poste offre la possibilité de travailler à une meilleure santé des citoyens de l'UE et à une société sans tabac au sein d'une équipe de collègues enthousiastes. Il s'agit d'une occasion de contribuer à des résultats importants dans le cadre du plan européen pour vaincre le cancer et de la lettre de mission du commissaire à la santé et au bien-être animal.

Entre autres choses, les tâches de le/la candidat (e) seront:

- Contribuer à la mise en œuvre et à l'application de la directive sur les produits du tabac (2014/40) et de la directive sur la publicité en faveur du tabac (2003/33/UE), et participer à d'autres domaines connexes de la lutte antitabac;
- Rédiger des documents politiques et législatifs et diverses réponses, les préparer et y contribuer, et les transmettre dans le cadre des processus interservices et interinstitutionnels;
- Contribuer au processus d'évaluation et de révision de l'acquis communautaire en matière de lutte antitabac, comme le prévoit le plan européen pour vaincre le cancer;
- Participer et représenter la Commission aux réunions avec les parties prenantes, y compris les institutions européennes et les organisations internationales, et entretenir des



contacts fréquents avec les États membres, d'autres unités de la DG SANTE et d'autres services de la Commission;

- Contribuer aux procédures de programmation et d'appel d'offres connexes dans le cadre du programme «L'UE pour la santé» (EU4Health) et gérer les études financées au titre de ce programme;
- Contribuer à la surveillance de deux systèmes de collecte de données sur les produits du tabac (porte d'entrée commune de l'UE sur les ingrédients du tabac, système de suivi et de traçabilité des produits du tabac);
- Se rapporter à d'autres DG sur des dossiers liés à la lutte antitabac.

L'expert national sera supervisé par le chef d'équipe et le chef/chef d'unité adjoint et ne représentera pas la Commission.

Profil du titulaire du poste:

- Un collègue dynamique ayant une formation juridique et une très bonne connaissance de l'élaboration des politiques de l'UE, des processus administratifs et décisionnels et des procédures juridiques au sein des institutions de l'UE, ainsi que des méthodes de travail fondées sur des données probantes;
- Manifester un vif intérêt pour les questions techniques et scientifiques (en tant qu'atout),
- De bonnes compétences en communication sont essentielles, y compris de solides compétences rédactionnelles.
- La maîtrise de l'anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral, est essentielle.
- Une expérience de la gestion de projets et du traitement des aspects socio-économiques sera un atout, ainsi qu'une expérience dans l'évaluation de la conformité de la législation de l'UE et des procédures de l'UE;

Le poste requiert un niveau élevé d'engagement, une capacité à travailler de manière indépendante ainsi qu'en équipe et une bonne capacité à gérer plusieurs dossiers dans un environnement politiquement sensible.



Entitätsvorstellung:

Die GD Gesundheit und Lebensmittelsicherheit (GD SANTE) will Maßnahmen fördern, die den Zugang zur Gesundheitsversorgung, sichere Lebensmittel und den Schutz vor Epidemien und Krankheiten verbessern. Ziel ist es, die hohen Standards Europas im Bereich der Tier- und Pflanzengesundheit sowie die erschwinglichsten, zugänglichsten und hochwertigsten Gesundheitssysteme aufzubauen und aufrechtzuerhalten, um diesen Erwartungen gerecht zu werden.

Die Direktion C „Digitalisierung, EU4Health und Modernisierung der Gesundheitssysteme“ der GD SANTE stellt sicher, dass die digitale Agenda der EU im Gesundheitsbereich und insbesondere die Schaffung des europäischen Raums für Gesundheitsdaten vorangebracht werden. Die Direktion ist für die Umsetzung der Verordnung über die Bewertung von Gesundheitstechnologien (HTA) zuständig und unterstützt auch die Mitgliedstaaten in ihren Bemühungen, sicherzustellen, dass ihre Gesundheitssysteme auf dem neuesten Stand sind und dass die verfügbaren Gesundheitstechnologien so effizient und wirksam wie möglich genutzt werden.

Das Referat SANTE.C.3 „Gesundheitszustand“ baut systematisches und dokumentiertes Wissen über die Gesundheitssysteme der Mitgliedstaaten auf und trägt zu den Länderberichten und länderspezifischen Empfehlungen des Europäischen Semesters bei. Darüber hinaus entwickelt und überwacht das Referat die Politik und die Rechtsvorschriften der EU im Bereich der Eindämmung des Tabakkonsums. Dazu gehören die Regulierung von Tabakerzeugnissen und E-Zigaretten, Werbebeschränkungen für Tabakerzeugnisse und verwandte Erzeugnisse, Rechtsvorschriften über rauch- und aerosolfreie Umgebungen sowie internationale Aspekte der Eindämmung des Tabakkonsums;

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine interessante Stelle für einen nationalen Sachverständigen als Rechts- und Politikreferent im Referat C3 an. Die Stelle bietet die Möglichkeit, im Rahmen eines Teams begeisterter Kolleginnen und Kollegen für eine bessere Gesundheit der EU-Bürgerinnen und -Bürger und für eine tabakfreie Gesellschaft zu arbeiten. Sie bietet die Gelegenheit, einen Beitrag zu wichtigen Ergebnissen des europäischen Plans zur Krebsbekämpfung und des Mandatsschreibens an das für Gesundheit und Tierwohl zuständige Kommissionsmitglied zu leisten.

Der Bewerber/die Bewerberin wird unter anderem

- Beitrag zur Umsetzung und Durchsetzung der Richtlinie über Tabakerzeugnisse (2014/40/EU) und der Richtlinie über Tabakwerbung (2003/33/EU) sowie Beteiligung an anderen verwandten Bereichen der Eindämmung des Tabakkonsums;
- Ausarbeitung und Vorbereitung von politischen und legislativen Dokumenten und verschiedenen Antworten sowie Beiträge dazu und deren Übernahme durch die dienststellenübergreifenden und interinstitutionellen Prozesse;
- Beitrag zur Bewertung und Überarbeitung des gemeinschaftlichen Besitzstands zur Eindämmung des Tabakkonsums, wie im europäischen Plan zur Krebsbekämpfung vorgesehen;



- Teilnahme an und Vertretung der Kommission bei Treffen mit Interessenträgern, einschließlich europäischer Institutionen und internationaler Organisationen, sowie häufige Kontakte mit den Mitgliedstaaten, anderen Referaten der GD SANTE und anderen Dienststellen der Kommission;
- Beitrag zu den entsprechenden Programmplanungs- und Ausschreibungsverfahren im Rahmen von EU4Health sowie Verwaltung der im Rahmen von EU4Health finanzierten Studien;
- Beitrag zur Aufsicht über zwei Datenerhebungssysteme für Tabakerzeugnisse (Gemeinsames EU-Portal für die Einfuhr von Tabakinhaltstoffen, Verfolgungs- und Rückverfolgungssystem für Tabakerzeugnisse);
- Beziehen Sie sich auf andere Generaldirektionen zu Dossiers im Zusammenhang mit der Eindämmung des Tabakkonsums.

Der nationale Sachverständige wird vom Teamleiter und vom Referatsleiter/stellvertretenden Referatsleiter beaufsichtigt und vertritt nicht die Kommission.

Anforderungsprofil:

- Ein dynamischer Kollege mit juristischem Hintergrund und sehr guten Kenntnissen der Entwicklung der EU-Politik, der Verwaltungs- und Entscheidungsprozesse und der rechtlichen Verfahren in den EU-Organen sowie evidenzbasierter Arbeitsmethoden,
- Großes Interesse an technischen und wissenschaftlichen Fragen zeigen (als Vorteil),
- Gute Kommunikationsfähigkeiten, einschließlich ausgeprägter redaktioneller Fähigkeiten, sind von entscheidender Bedeutung.
- Gute Englischkenntnisse in Wort und Schrift sind unerlässlich.
- Erfahrung im Projektmanagement und im Umgang mit sozioökonomischen Aspekten sowie Erfahrung in der Bewertung der Einhaltung von EU-Rechtsvorschriften und EU-Verfahren sind von Vorteil;

Die Tätigkeit erfordert ein hohes Maß an Engagement, die Fähigkeit, sowohl unabhängig als auch im Team zu arbeiten, und eine gute Fähigkeit, mehrere Dossiers in einem politisch sensiblen Umfeld zu verwalten.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** (Create your Europass CV | Europass). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

² (Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

³ (Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren



Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigegefügte Datenschutzerklärung.

⁴ (Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“